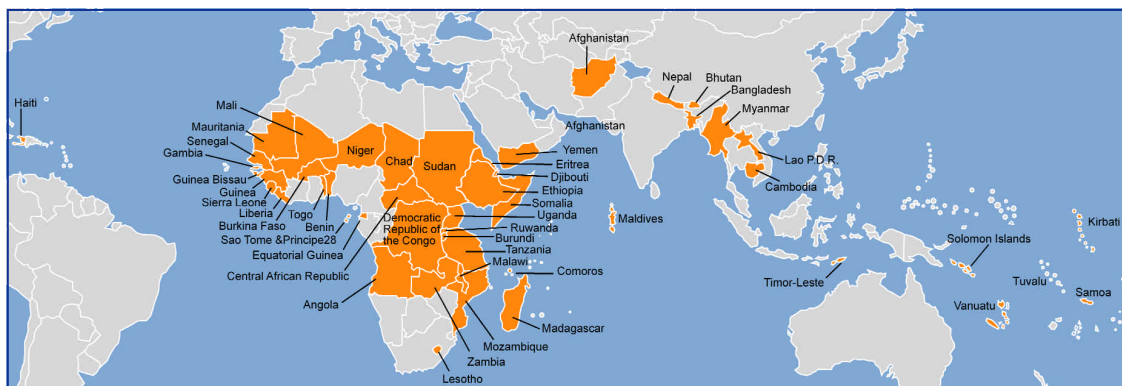


Combat pour la justice, la paix et les droits humains dans les pays les moins avancés



PMA et L'Observatoire PMA

PMA

Environ 780 millions de personnes de la planète terre vivent dans les pays les plus pauvres du monde. Ces pays sont officiellement caractérisés de Pays les Moins Avancés (PMA). Ils mènent une lutte continue contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Bien que représentant 11% de la population mondiale dans 49 PMA, ils disposent de moins de 5% des ressources mondiales.

D'ici 2015, l'année fixée par la communauté internationale pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), cette population devrait atteindre 942 millions selon les prévisions. Sur 35 de la catégorie de pays au plus faible indice de développement humain (IDH) mesuré en terme d'espérance de vie, d'alphabétisme, de niveau de vie et de Produit Intérieur Brut (PIB) par tête, 32 sont des PMA.

La vague chaque fois grandissante du mondialisation néolibérale a par ailleurs constitué une menace aux économies des PMA, caractérisée par l'accroissement continu du poids de la dette, les chocs économiques, la famine, les violations des droits humains, dont l'injustice sexiste, les guerres, les conflits, la faible gouvernance et les vulnérabilités environnementales inhérentes. Les PMA sont de nos jours frappés par les crises alimentaire, énergétique, climatique et politique les plus sévères.

L'adoption de l'agenda néolibéral, qu'elle partielle ou complète, a visiblement élargi le fossé en termes de dotation en ressources entre les « riches » et le « pauvres » dans les Etats nations. La majorité des populations des PMA sont toujours durement pris au piège de la pauvreté et la faim.

La vulnérabilité des PMA a été réexposée à plusieurs reprises au cours de la dernière année et demie lorsque les crises climatique, alimentaire et énergétique sont devenus les « trois plus grands dangers » des populations pauvres du monde. Des insurrections liées à la crise alimentaire se sont produites dans 8 des PMA entre 2007 et la première moitié de 2008. Ces huit pays sont le Burkina Faso, la Guinée, Haïti, la Mauritanie, le Mozambique,

En 1971, les Nations Unies avaient identifié 24 pays comme étant des PMA, en les reconnaissant comme étant les pays les plus vulnérables au monde et avaient lancé par conséquent un appel pour que les mesures spéciales ciblant les pays les moins avancés soient canalisées dans des stratégies de développement global. Toutefois, après trois décennies d'attention spéciale au développement avec trois conférences de l'ONU et des PMA et trois programmes d'actions

CONTENU

PMA et L'Observatoire des PMA

- PMA
- L'Observatoire des PMA
- Critères de classification des PMA

ACTIVITES DE L'Observatoire PMA

- Activités par pays
- Activités internationales/ régionales

DECLARATION DE L'Observatoire des PMA

- Communiqué de presse lors de la CNUCED XII

Autres

- Qu'est-ce que le programme d'actions de Bruxelles ?
- LDC et l'aide étrangère
- Prochains Evénements

Critère d'identification des PMA

Dans sa dernière révision triennale de la liste des PMA en 2006, le Comité pour les Politiques de Développement a utilisé les trois critères suivants pour l'identification des PMA :

- Critère basé sur la faiblesse de revenus, c'est-à-dire une estimation de la moyenne du revenu du produit national brut (PNB) par tête sur trois ans (au-dessous de 745 dollars américains pour l'inclusion ; au-dessus de 900 dollars américains pour la gradation) ;
- Un critère basé sur l'état du capital humain, impliquant un Indice composite de Capital Humain (ICH), basé sur des indicateurs de : (a) nutrition : pourcentage de population sous-alimenté ; (b) santé : taux de mortalité des enfants de zéro à cinq ans ; (c) éducation : taux brut d'inscription à l'éducation secondaire ; et (d) taux d'alphabétisation des adultes ; et
- Critère basé sur la vulnérabilité économique, impliquant un indice composite de Vulnérabilité Economique (IVE) basé sur les indicateurs de : (a) taille de la population ; (b) l'éloignement ; (c) concentration des exportations de marchandises ; (d) part de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de pêche dans le produit intérieur brut ; (e) le manque de logement dû aux catastrophes naturelles ; (f) instabilité de la production

agricole ; et (g) instabilité des exportations de biens et services.

Pour faire partie de la liste, un pays doit satisfaire à tous les trois critères. En plus, puisque la signification fondamentale de la catégorie PMA, c'est-à-dire la reconnaissance des handicaps structurels, exclut les grandes économies, la population ne doit pas excéder 75 millions. Pour être éligible à la gradation, un pays doit atteindre les seuils de gradation pour au moins deux des trois critères susmentionnés, ou son PNB par tête doit être au moins deux fois supérieur au seuil et la probabilité que le PNB par tête soit durable doit être estimée élevée.

Au regard de la révision triennale de la liste de 2006, le CDP a recommandé que la Papouasie Nouvelle Guinée soit incluse, et que le Samoa soit gradé de la liste des pays les moins développés. La Guinée Equatoriale, le Kiribati, le Tavalu et le Vanuatu ont été considérés éligibles pour la gradation pour la première fois par le Comité. L'Assemblée Générale a décidé lors de ses récentes résolutions (59/209, 59/210 et 60/33) sur la gradation du Cape Vert à la fin de l'année 2007, des Maldives en Janvier 2011. En fin 2007, le Cape Vert a été le seul pays à être gradé du groupe des PMA depuis son admission en 1974 et le Botswana a quitté le groupe en 1994. Source : www.un.org/ohrls

le Sénégal, la Somalie et le Yémen. L'Organisation Alimentaire Mondiale (FAO) a identifié 34 « pays en crise nécessitant une aide étrangère » pour absorber le choc alimentaire. Parmi ces 34 pays, 19 sont des PMA.

L'Observatoire PMA

L'Observatoire des PMA a été mis en place à la suite de la troisième conférence de l'ONU sur les PMA qui a eu lieu à Bruxelles en 2001. L'Observatoire des PMA est une alliance mondiale d'organisations, réseaux et mouvements nationaux, régionaux et internationaux de la société civile basés dans les PMA et soutenues par la société civile des pays partenaires au développement. L'Observatoire des PMA intervient en tant qu'organe coordonnateur de la société civile pour le plaidoyer le lobbying, les campagnes et le réseautage pour la réalisation du programme d'action de Bruxelles (PAB), ainsi que d'autres objectifs internationaux de développement (OID). Il va au-delà du PAB dans la résolution de la pauvreté, la faim, l'injustice sociale et les droits humains dans les PMA. Par conséquent,

L'Observatoire des PMA, élève la voix et articule ses perspectives dans un cadre pluri-acteurs, s'engageant avec l'ONU, les gouvernements des PMA et leurs partenaires au développement, aussi bien en tant que partenaire que groupe de pression.

La troisième Conférence sur les PMA a adopté un Programme d'Actions sous forme d'engagements pour promouvoir un cadre politique centré sur le peuple dans les PMA ; construire la bonne gouvernance ; renforcer les capacités de production pour la bonne marche de la mondialisation au sein des PMA ; promouvoir le rôle du commerce dans le développement ; réduire la vulnérabilité ; protéger l'environnement ; mobiliser les ressources. Ce programme comprend 30 objectifs internationaux limités dans le temps et mesurables. Il exhorte également les gouvernements à inclure la société civile dans leurs plans.

Vision

La vision de L'Observatoire des PMA est un monde sans PMA, où les peuples vivent dans la paix, la justice et la dignité humaine.

Mission

L'Observatoire des PMA est engagé dans la facilitation et l'appui aux initiatives et combats contre la pauvreté, la faim, les injustices sociales, économiques et politiques à travers le plaidoyer, les campagnes et le partenariat stratégique avec les mouvements sociaux, les agences de l'ONU, les gouvernements des PMA et autres membres de la communauté internationale pour des politiques favorables aux pauvres de même que leur mise en œuvre dans les PMA.

Objectifs

- Sensibiliser sur le PAB, ainsi que tous les autres objectifs de développement convenus au niveau international auprès du grand public, les OSC et les gouvernements des PMA ; les partenaires au développement, ainsi que les agences et institutions multinationales pertinentes ;
- Renforcer les capacités des OSC des PMA a mené efficacement le plaidoyer, le lobbying, les campagnes et le réseautage pour la

mise en œuvre du PAB, ainsi que les autres OID;

- Construire un réseau d'OSC aussi bien en tant que partenaire au développement qu'en tant que groupe de pression pour veiller à la volonté politique des parties prenantes dans la mise en œuvre des engagements mondiaux pour le développement ;
- Promouvoir une attention accrue et le respect des exigences spécifiques des PMA dans les procédures internationales, dont la mise en œuvre de la Déclaration de Paris de 2005 sur l'Efficacité de l'Aide et le Consensus de Monterrey sur le Financement du Développement ;
- Mobiliser et se préparer pour une implication efficiente de la société civile dans les processus en vue de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA après la décennie 2001-2010.

Programme d'activités

- Plaidoyer, lobbying, campagnes et réseautage dans les PMA et les pays partenaires au développement à travers des activités tout au long de l'année avec un engagement actif lors des événements stratégiques tels que le Forum Social Mondial (FSM) ; le Forum des Peuples du Commonwealth (CPF) ; la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ; le Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) ; le Sommet du G8 et autres processus internationaux et régionaux.
- Engagement critique et rencontres avec les représentants de l'ONU ; les gouvernements des PMA ; les gouvernements et agences partenaires au développement ; institutions multilatérales appropriées ; les partis politiques, dont les parlementaires ; la presse et la société civile sur les questions et préoccupations des PMA ;
- Organisation d'activités de sensibilisation et de renforcement

de capacités des OSC, consultations pluri-acteurs dans les PMA visant à l'évaluation de la mise en œuvre du PAB, ainsi que les autres OID dans le contexte et les processus nationaux du développement ;

- Organisation de consultations pluri-acteurs régionales et internationales pour l'élaboration de processus améliorés des processus de développement centrés sur les PMA, notamment le PAB, à travers la promotion d'un agenda de développement favorable aux pauvres et des personnes vulnérables;
- Organisation d'audiences parlementaires sur les questions problèmes et préoccupations des PMA aussi au sein des gouvernements des PMA que ceux des partenaires au développement ;
- Recherches sur l'agenda propauvre concernant les questions-clés de la dette, du commerce, de la souveraineté alimentaire, des moyens de subsistance, de la gouvernance, de l'aide et de la justice sur le genre en vue de la réalisation de la réduction de la pauvreté, des droits humains et du développement durable dans les PMA ;

- Production de rapports alternatifs sur la mise en œuvre du PAB offrant une perspective critique de la société civile avec une vision alternative aux processus officiels qui passent outre et sapent les dynamiques constructives à la base.

Structure

L'Observatoire des PMA est géré par un Comité de Pilotage comprenant des membres en provenance d'OSC des PMA, notamment du Népal, de l'Ouganda, du Sénégal et son partenaire du développement au Nord en Belgique. L'alliance est coordonnée par un Secrétariat International avec l'appui d'un Bureau de Coordination Européen et trois points focaux.

Le Secrétariat international est abrité par Rural Reconstruction Nepal (RRN) à Katmandu (au Népal), pendant que le Bureau de Coordination Européen est abrité par Eurostep à Bruxelles (en Belgique). Ce bureau assure la liaison avec la société civile, les gouvernements et les organismes internationaux appropriés au niveau de l'Europe. Les trois points focaux régionaux sont basés au Sénégal, en Ouganda et au Cambodge pour assurer la coordination des activités dans les régions respectives d'Afrique, des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique. ✎

Les PMA et l'aide au développement

La dépendance des PMA vis-à-vis de l'aide étrangère est soumise à un examen minutieux, car la l'assistance publique au développement (APD) n'est pas très encourageant dans beaucoup de pays. En 2006, la part moyenne des décaissements de l'APD comme proportion du PIB était d'environ 8% dans les PMA ; les PMA insulaires enregistrant la plus forte dépendance de 17% suivi par les PMA africains (9,3%). La plus faible dépendance vis-à-vis de l'aide a été enregistrée dans les PMA asiatiques (c-à-d seulement 4,8%) et si on isole l'Afghanistan, le taux de dépendance des pays asiatiques n'est que de 2,7%. Ainsi, le monde développé a lamentablement échoué dans la réalisation de son engagement pour l'allocation de 0,15% de son PNB pour le développement des PMA. Par ailleurs, beaucoup de pays développés ciblent différentes conditions allant à l'encontre de l'esprit de l'engagement. Dans ce contexte, la recommandation de l'organe de l'ONU est que les PMA devraient avoir un plus grand contrôle et une flexibilité sur la façon dont l'aide étrangère qu'ils reçoivent doit être utilisée afin qu'elle puisse atteindre un impact plus grand.

Activités par pays

Le principal objectif de ces ateliers nationaux est de sensibiliser sur le PAB et les OMD dans les PMA et l'accroissement de la volonté des gouvernements et de la société civile afin de traduire le PAB en des actions appropriées à travers les politiques gouvernementales. L'atelier vise également à renforcer les capacités des organisations de la société civile dans les PMA tels les groupements de paysans, les syndicats, les militants pour l'égalité de genres, les droits à l'alimentation, etc. afin de faire pression pour la mise en œuvre du PAB.

En Avril 2008, L'Observatoire des PMA a organisé et animé un atelier à Conakry, en Guinée, en collaboration avec une organisation non gouvernementale, le Centre d'Etude sur le Commerce International et le Développement (CECIDE), basée à Conakry. L'atelier a vu la participation d'organisations de la société civile de la Guinée, de ministères, de représentants de la CE et des représentants de l'ONU en Guinée. Environ 50 participants ont pris part à l'atelier.

L'Observatoire des PMA a déjà finalisé les ateliers nationaux au Bangladesh et a commencé les préparatifs nécessaires pour les ateliers nationaux qui se tiendront sur l'Île Salomon et en Afghanistan en Novembre 2008. Les ateliers de renforcement de capacités et la sensibilisation seront organisés en collaboration avec le Groupe de Travail Equité et Justice (EJWG) du Bangladesh et de l'Alliance de l'Asie Australe pour l'Eradication de la Pauvreté (SAAPE) au Bangladesh, Sanayee Development Organisation (SDO) en Afghanistan, Human Rights Information and Training Center (HRITIC) au Yémen et Development Service Exchange en Salomon respectivement.

Activités internationales/régionales

Activités de lobbying

Des activités de lobbying, de plaidoyer, de campagnes et de réseautage sont en cours dans les PMA et les pays développés. Une collaboration constante a existé avec les alliances régionales et internationales animées par le même esprit tels que Jubilé Sud, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Social Watch, Africa Trade Network, South Center et La via Campesina en vue d'approfondir les problématiques des PMA de façon plus concertée. Par ailleurs, L'Observatoire des PMA a organisé une série de rencontres avec des décideurs des institutions de l'Union Européennes et avec des membres du Parlement Européen pour discuter de la manière dont l'UE peut continuer à respecter les engagements pris en 2001 lors de la conférence PMA-III à Bruxelles qui a été organisée par la Commission Européenne elle-même. L'un des résultats de ces rencontres a été l'organisation d'une restitution au Parlement Européen, en collaboration avec les Membres du Parlement Européen.

Le Forum des Peuples du Commonwealth (Ouganda)

L'Observatoire des PMA a organisé un programme interactif au Forum des Peuples lors du sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) le 19 Novembre 2008. L'objectif était de mettre en exergue les problèmes auxquels font face les PMA, sensibiliser sur el plan d'action de Bruxelles et de construire un réseau et la solidarité au sein de la société civile des PMA. Ce Forum des Peuples a constitué une plateforme pour préparer la société civile du Commonwealth a contribué au processus du CHOGM. Le thème du Forum des Peuples du Commonwealth (CPF) de 2007 a été : «Reconnaître le Potentiel du Peuple». À partir du thème « Reconnaître le Potentiel du Peuple », le CPF a établi un agenda citoyen pour la rencontre des Chefs d'Etat du

Commonwealth (CHOGM). En plus d'être un espace actif pour l'interaction et le réseautage, il a produit un Communiqué des Peuple à soumettre à la considération de l'agenda des Chefs d'Etat et de gouvernement pour un dialogue dans le cadre du CHOGM.

Forum ONG/ECOSOC

L'Observatoire des PMA a publié sa déclaration lors du forum des ONG de l'ECOSOC qui s'est tenu au siège des Nations Unies à New York le 4 Avril 2008 sous le thème : « rôle de la société civile dans la promotion d'un développement durable et la nouvelle architecture de l'aide internationale ». L'Observatoire des PMA a rédigé et distribué la déclaration lors du forum où il fermement prôné un rôle participatif accru de la société civile en vue de l'efficacité de l'aide internationale dans



Un programme de l'Observatoire des PMA au Forum des Peuples à Kampala, lors du Sommet du Commonwealth en novembre 2006.

le cadre des agendas et processus de développement national dans leurs propres pays. Il a par ailleurs souligné que la société civile, en tant représentant des organisations et initiatives des peuples est le porte-parole légitime des pauvres et des personnes marginalisées et est mieux placée pour soutenir les intérêts en faveur des pauvres dans l'agenda de l'efficacité de l'aide internationale.

Conférence de la CNUCED XII à Accra (Ghana)

En collaboration avec la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) et le Bureau des Nations Unies des Hauts Représentants des Pays les Moins Avancés et des Petits Etats Insulaires en Développement (UN-ORHLLS), l'Observatoire des PMA a organisé une table ronde sur le Programme d'Action de Bruxelles (PAB) et le

Principaux défis pour l'atteinte des OMD dans les PMA

« Les bailleurs de fonds n'ont pas tenu leurs engagements par rapport à l'aide pour le commerce et le développement en vue de la réalisation des OMD dans les pays les moins développés. Au regard de l'Assistance Publique au Développement (APD), l'écart entre l'aide promise et l'aide décaissée est de 31,4 milliards de dollars. Afin d'atteindre leurs objectifs dès 2010, les bailleurs de fonds devront décaisser 18 milliards de dollars supplémentaires chaque année. Avec la flambée drastique des prix des denrées alimentaires et du carburant au cours des dernières années, les flux de l'aide ont baissé. En 2006, l'aide a baissé de 4,7% et en 2007 de 8,4%. Un autre secteur-clé où les bailleurs de fonds n'ont pas tenu leur engagement concerne le commerce. Malgré l'objectif fixé pour l'entrée de 97% des exportations des PMA sans frais de douane sur les marchés des pays développés ; seulement 79% ont réellement bénéficié d'accès sans frais de douane ».

Source : Gabrielle Wade, Delivering on the Global Partnership for Achieving the Millennium Development Goals.



(De gauche à droite) M. Iktekhar Chowdhury, Ministre des Affaires Etrangères du Bangladesh (Président en exercice des PMA) ; Mme Zamira Eshmambetova, Représentante du Haut Représentant de l'ONU, chargé des PMA ; M. Demba Moussa Dembélé, Observatoire des PMA - Afrique et Dr Arjun Karki, Président de l'Observatoire des PMA, lors de la réunion de la CNUCED à Accra (Ghana) en avril 2008.

développement des PMA en marge de la Conférence de la CNUCED XII à Accra (Ghana) le 20 Avril 2008. La principale thématique la table ronde était « régler les problèmes de la mondialisation dans les PMA pour un développement durable ». Les participants à la table ronde étaient des Représentants de haut niveau de la société civile, des représentants gouvernementaux des PMA et des partenaires au développement et des agences de l'ONU qui ont partagé leurs préoccupations sur la façon dont la mondialisation avait échoué dans l'amélioration des conditions de vie, la réduction de la pauvreté et les injustices pour un développement durable dans les PMA. L'Observatoire des PMA a également publié des déclarations qui appelaient tous les gouvernements respectifs et les partenaires au développement à prendre en compte et à satisfaire les exigences concernant la souveraineté alimentaire, le changement climatique, la dette, la justice commerciale et la responsabilité démocratique.

Symposium de haut niveau du Caire

L'Observatoire des PMA a participé au symposium de haut niveau du Caire sur le thème : « tendances dans la coopération pour le développement : coopération Sud-Sud, coopération

triangulaire et l'efficacité de l'aide » du 19 au 20 Janvier 2008 conjointement organisé par le gouvernement égyptien et ECOSOC. Le symposium a été organisé pour faciliter l'engagement des parties prenantes dans les préparations du forum biennal de 2008 sur le développement qui se tiendra à New York dans le cadre du Segment de haut niveau d'ECOSOC en Juillet 2008. La rencontre a vu la participation de responsables de haut niveau de l'ONU tels que Mlle Asha-Rose Migiro, Vice Secrétaire Générale, M. Sha Zukang, Sous Secrétaire Général, M. Abdoulie Janneh, Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique et M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire Général de la CNUCED. Il y avait également de hauts responsables gouvernementaux tels que des ministres, le Chef des Commissions de planification nationale et le Chef des banques régionales. Par ailleurs, des OSC, le Chef de Reality of Aid, le Directeur Général d'Action Aid et le Secrétaire Général de CIVICUS ont pris part à la rencontre.

Comité préparatoire pour la CNUCED XII :

Audience de la société civile et du secteur privé

Le Président de l'Observatoire des PMA, Dr. Arjun Karki, a participé à

une audience avec la société civile et le secteur privé convoquée dans le cadre du comité préparatoire de la CNUCED XII qui a eu lieu le 28 Janvier 2008 à Genève. Dr. Karki a soulevé la question de la pauvreté, de l'aide et des questions des échanges des PMA.

Dr Arjun Karki a participé au Groupe Consultatif (GC) du Forum International de la Société Civile et de l'Efficacité de l'Aide qui s'est tenu à Gatineau (près d'Ottawa), au Canada, du 3 au 6 février 2008. Environ 200 participants ont pris part à ce forum, dont des représentants de gouvernements, des bailleurs de fonds et de la société civile qui se sont activement impliqués dans les processus de consultations régionales concernant le mandat du GC qui devait déboucher sur le Forum de haut niveau

Qu'est-ce que le programme d'action de Bruxelles (PAB) ?

En Mai 2001, la troisième Conférence de l'ONU sur les PMA qui s'est tenu à Bruxelles a adopté le PAB pour les PMA pour la décennie 2001-2010. Le PAB vise à veiller à ce que PMA atteignent un développement durable pendant la décennie 2001-2010. Il contient 30 objectifs de développement convenus au niveau international avec des indicateurs, dont ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire de l'ONU. Ces objectifs sont basés sur les sept engagements mutuels des PMA et leurs partenaires au développement qui sont les suivants :

- Favoriser un cadre politique centré sur le peuple ;
- Bonne gouvernance aux niveaux national et international ;
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles ;
- Renforcer les capacités de production pour la bonne marche de la mondialisation au sein des PMA.
- Accroître le rôle du commerce dans le développement ;
- Réduire la vulnérabilité et protection de l'environnement ; et
- Mobiliser les ressources financières.



Dr. Arjun Karki (4ème en partant de la gauche), M. Yasuo Fukuda (5ème en partant de la gauche), le Premier Ministre du Japon et d'autres représentants d'organisations de la société civile lors du Sommet du G8 au Japon en juillet 2008.

de septembre 2008 d'Accra, au Ghana, sur l'efficacité de l'aide, pour passer en revue la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide. Dr. Karki a soulevé le problème de la pauvreté, de la gouvernance et de l'impact de l'aide dans les pays les moins avancés (PMA) et expliqué comment l'aide peut être plus efficace et plus efficiente pour la réduction de la pauvreté.

Rencontre avec le Premier Ministre Japonais

En sa capacité de Président de l'Observatoire des PMA, Dr. Arjun Karki a été invité à participer à une rencontre avec le Premier Ministre Japonais dans le cadre de la délégation de la société civile pour discuter des problèmes et préoccupations de la société civile en vue du sommet du G8 qui s'est tenu le 9 Juin 2008 au Japon. Dr. Karki a soulevé les questions auxquels font face les PMA de l'Asie et de l'Afrique tels que la pauvreté, l'aide, le commerce, la gouvernance et les problèmes de droits humains avec le premier ministre et a souligner l'importance d'une mise en œuvre efficace du programme d'action de Bruxelles dans les PMA.

Rencontre exploratoire sur l'efficacité des OSC

Cette rencontre a été organisée dans le cadre de la Conférence sur l'efficacité de l'aide qui devait se tenir à Accra (Ghana) en Septembre 2008. Le membre du Comité de Pilotage, Demba

Moussa Dembélé, a représenté l'Observatoire des PMA à cette rencontre qui s'est tenue à Paris du 29 au 30 Janvier 2008. L'objectif principal de la rencontre était d'évaluer l'efficacité des OSC à influencer les résultats de cette Conférence. Plusieurs rencontres plénières et des ateliers ont été organisés à cet effet.

Table ronde : Examen du Budget de l'UE – Consolidation du Budget de la coopération pour le développement

L'Observatoire des PMA a organisé en partenariat avec L'Alliance de l'Asie Australe pour l'Eradication de la Pauvreté (SAAPE) une table ronde sur l'examen du budget de l'UE : Consolidation du budget de la coopération pour le développement dans le contexte de l'examen en cours du budget de l'UE et l'appel de la Commission pour la soumission de contributions publiques le 10 Juin 2008 à Bruxelles, en Belgique. L'événement a été facilité par les Conseillers de la Politique Externe de l'Europe (EEPA). La table ronde a conduit à des délibérations entre les représentants de la société civile de l'Asie Australe, de l'Amérique Latine et de pays Européens, et les membres de la Commission, du parlement, des Etats membres, des ambassades africaines et des ONG européennes. Dr. Karki a focalisé son attention sur les problématiques propres aux Pays les Moins Avancés.

Table ronde sur l'efficacité de l'aide

A l'occasion du forum parallèle des OSC sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu du 31 Août au 1er Septembre 2008 à Accra, au Ghana, l'Observatoire des PMA, conjointement avec l'Alliance de l'Asie Australe pour l'Eradication de la Pauvreté (SAAPE) et International South Group Network (ISGN) or co-organisé une table ronde intitulée : « réflexions du Sud sur l'efficacité de l'aide » le 1er Septembre 2008.

Des voix du Sud ont été partagées au cours de l'atelier par Arjun Karki, M. Demba Moussa Dembélé, M. Simon Stocker de l'Observatoire des PMA ; M. Alejandro Bendana du Nicaragua (ISGN) ; M. Hugette A. Dosa du Bénin

(Social Watch) ; Mlle Lucky Sherpa du Népal ; M. Rezaul K. Chaudhury et Ahmed S. Mahmood du Bangladesh. Les intervenants à l'atelier se sont accordés à dire que le Nord doit au Sud et exige une aide pour la responsabilité historique et écologique. La conditionnalité habituellement attachée à l'aide a été également remise en cause de façon critique par les intervenants.

Une déclaration conjointe de l'Observatoire des PMA, SAAPE, ALOP, Social Watch et Eurostep, a été publiée à l'occasion du forum parallèle des OSC sur l'efficacité de l'aide. La déclaration a attiré l'attention des acteurs concernés sur l'architecture internationale du financement du développement, les menaces à la réalisation des OMD, y compris les OMD,

les failles de la Déclaration de Paris concernant la distribution de l'aide, les liens entre les réformes des modalités de l'aide et les résultats dans l'éradication de la pauvreté, l'aide et l'aggravation de la crise alimentaire au Sud et les attentes de processus de prise de décisions démocratiques et inclusive pour rendre l'aide efficace.

Le président de l'Observatoire des PMA a pris part au FHN III sur l'efficacité de l'aide du 2 au 4 Septembre 2008 à Accra, au Ghana. L'implication a été vitale dans le suivi de la Déclaration de Paris, le perfectionnement de l'agenda d'action d'Accra et la mise en perspectives des OSC des PMA dans le Document de Positionnement des OSC sur l'efficacité de l'aide. ✍

Déclaration de presse

Déclaration de presse publiée lors du sommet de la CNUCED XII

Accra (Ghana), du 20 au 25 Avril 2008

Dans le cadre de la conférence de la CNUCED XII, l'Observatoire des PMA lance un appel à tous les gouvernements respectifs à prendre en compte et de répondre aux exigences suivantes :

Sécurité alimentaire

La crise alimentaire causée par la flambée des prix des denrées est une menace extrêmement grave qui met la vie de beaucoup de personnes dans les PMA en danger. L'ONU a récemment identifié onze PMA qui « n'avaient pas de tout accès » à la nourriture et qui étaient frappés par la forte augmentation des prix des denrées alimentaires de base, notamment Haïti, l'Erythrée, le Liberia, la Mauritanie, la Sierra Leone, l'Afghanistan, le Mozambique, le Burkina Faso, le Lesotho, la Somalie et le Sénégal. L'une des causes identifiées, le revirement vers les biocarburants, a été décrite comme « crime contre l'humanité ».

Il a été demandé à la CNUCED XII de :

- Adopter des cibles claires pour résoudre la crise en assurant la promotion de la consommation et de la production des produits locaux cultivés par les petites fermes durables, plutôt que d'encourager les PMA à se spécialiser sur les productions de rente pour les marchés européens.
- Promouvoir des politiques nationales impliquant la gestion des stocks et la fixation des prix et limitant la volatilité

des prix des denrées alimentaires et sont vitales pour la protection de contre les crises alimentaires.

- Reconnaître le principe de la souveraineté alimentaire comme principe sous-jacent du commerce international des produits agricoles en vue d'assurer la protection des pauvres fermiers et les consommateurs.
- Identifier des mesures d'appui, tels que les réseaux de sécurité et les systèmes de distribution publique à mettre en place pour prévenir la propagation de la faim.

Changement climatique

Dans les PMA, la crise alimentaire a été exacerbée par le changement climatique et une action urgente est nécessaire pour résoudre le problème. Il a été demandé à la CNUCED XII de :

- S'engager à un moratoire de cinq ans de biocarburant jusqu'à la mise au point d'une seconde génération.
- Ne pas créer d'initiatives de financement parallèle avec des structures de gouvernance asymétriques, telle que la proposition de mettre en place un fonds de la Banque Mondiale qui serait géré par les bailleurs de fonds.

Instabilité financière

Les PMA sont particulièrement vulnérables à la instabilité financière, mais ont très peu d'influence sur ses mécanismes, du fait qu'elle résulte du système bancaire

international. L'instabilité est créée par les systèmes bancaires des pays développés pour générer de forts rendements, qui comportent inévitablement de grands risques supportés par les contribuables et les économies des pays en voie de développement. Le potentiel de développement des PMA est limité par les approches des institutions financières internationales qui exigent des réserves à mettre en place par les PMA qui utilisent l'argent de l'aide et par conséquent empêchent l'utilisation de fonds pour les coûts récurrents et de production.

Il a été demandé à la CNUCED de soutenir l'Observatoire dans ses demandes pour :

- Accorder une place plus importante aux PMA dans les structures de prise de décisions des IFI.
- Promouvoir les ressources de financement global en plus de l'aide pour offrir un appui en cas d'instabilité.
- Favoriser des mesures pour la régulation suffisante du système bancaire international afin d'atténuer les risques préjudiciables tels que les propositions sur les taxes sur la spéculation internationale.

La dette

Le poids de la dette, dans beaucoup de PMA dérive souvent de processus de prêts illégitimes, découlant de relations de pouvoirs inégales. Cela a été aggravé par les conditionnalités imposées par le FMI et

la Banque Mondiale depuis les années 1980. La dette et ses conditionnalités font partie des principaux facteurs de la pauvreté abjecte qui affecte les PMA.

Les initiatives PPTE lancées en 1996 par les IFI ont échoué et le poids de la dette reste insoutenable, limitant les mesures efficaces pour éradiquer la pauvreté dans les PMA. La décision du G8 en 2005 à Glenealges (Ecosse) est limitée à une poignée de PMA et grevée de conditionnalités néolibérales qui ont tendance à éliminer l'« avantage » potentiel de la réduction de la dette. Par conséquent, il a été demandé à la CNUCED de :

- Soutenir l'appel pur une annulation rapide, inconditionnelle et totale des dettes de tous les PMA ;
- Appuyer la revendication des OSC concernant l'illégitimité de la dette ;
- Se joindre aux OSC dans l'appel pour la suppression des conditionnalités des IFI.
- Proposer que tous les prêts futurs soient sous forme dons ;
- Promouvoir la transparence des règles et la co-responsabilité pour les prêts futurs.

Justice commerciale

Le commerce est un moteur du développement et est crucial pour le développement durable des PMA. L'accès des produits des PMA aux marchés des pays développés doit être ouvert et garanti. Là où persistent des barrières, ces dernières doivent être annulées. Il est demandé à la CNUCED de :

- Favoriser les mécanismes d'appui aux capacités des PMA à utiliser les

opportunités de la mondialisation et la libéralisation qui ont besoin d'être réglées à travers un financement suffisant et un transfert de technologies.

- Promouvoir le commerce régional tout en veillant à ce que les PMA soient autorisés à maintenir un niveau de protection pour le développement de leurs propres capacités de production dans le cadre de tous les accords régionaux et internationaux.
- Favoriser l'élargissement des règles d'origine pour permettre aux PMA de bénéficier des opportunités à reconnaître dans le cadre des processus de production. Cela permettrait d'avoir une valeur ajoutée significative par les pays concernés et contribuerait à leur propre capacité de développement.
- Donner des directives claires sur le fait que les réparations financières accordées dans le cadre des accords commerciaux et de l'aide et en compensation des accords du libre-échange doivent être complémentaires aux flux de l'aide, et devraient être orienter vers la promotion des capacités de production des PMA et non le financement des négociations elles-mêmes, comme cela est souvent le cas ;
- Veiller à ce que l'utilisation des subventions par les pays développés favorise la compétitivité de leurs exportations prenne fin.

Responsabilité démocratique

Les stratégies à long terme de développement durable nécessitent une responsabilité et des gouvernements

sensibles. La protection des droits humains, les droits des femmes, les droits des enfants, des peuples indigènes, la liberté d'expression et d'association, ainsi que les Conventions du BIT doivent tous être garantis par les lois nationales et les gouvernements doivent faire tout ce qui est de leur ressort pour promouvoir l'exécution de ces droits. Les Organisations de la Société Civile représentent divers intérêts des citoyens. Il a été demandé à la CNUCED XII de :

- Promouvoir une gouvernance avec des mécanismes clairs pour rendre compte aux parlements nationaux ;
- Promouvoir des politiques pour la protection des droits humains et les Conventions du BIT ;
- Promouvoir la protection des droits des enfants et leur accès égal aux opportunités économiques et à la représentation et à la participation politique ;
- Abolir toute forme de travail des enfants et promouvoir l'éducation pour tous ;
- Promouvoir les systèmes d'aide sociale, dont les systèmes de santé et l'accès aux soins de la santé sexuelle et de la reproduction ;
- Promouvoir les droits des populations indigènes, notamment les droits à l'autodétermination ;
- Promouvoir la création de sociétés ouvertes et transparentes où la diversité des organisations de la société civile est encouragée et la liberté d'expression et d'association garantie.

International Secretariat

Rural Reconstruction Nepal (RRN)

P. O. Box 8130, Kathmandu, Nepal
Tel: +977 1 4422153, 4427823,
4434165, 4425755
Fax: +977 1 4418296, 4443494
E-mail: info@ldcwatch.org
Web: www.ldcwatch.org

European Coordination Office

Eurostep

115 Rue Stevin, B - 1000, Brussels,
Belgium
Tel: +322 231 1659
Fax: +322 230 3780
E-mail: info@ldcwatch.org

Africa Focal Points

Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogene (ARCADE)

P.O. Box 5021
Dakar-Fann, Senegal
Tel: +221 33 867 0024
Fax: +221 33 867 0025
E-mail: forumafricain@yahoo.fr

African Women's Economic Policy Network (AWEPON)

P. O. Box 33576
Kampala, Uganda
Tel: +25641533265
Fax: +25641290211
E-mail: awepon@africaonline.co.ug

Asia Focal Point

SILAKA

P. O. Box 821, 10B Street 57,
Sangkat Boeung
Keng Kang 1, Phnom Penh, Cambodia
Tel: +855 23 217 872
Fax: +855 23 213108
E-mail: silaka@forum.org.kh